

Pouvoir d'emprunt—Loi

trouver des emplois aux gens dans les industries qui sont là, soit le tourisme, la pêche, l'industrie forestière et l'agriculture.

Je veux parler de la pêche, une ressource naturelle que nous avons toujours tenue pour acquise et qui est importante pour la Nouvelle-Écosse, ses habitants et ses entreprises. La pêche en Nouvelle-Écosse est la ressource la plus riche au monde. Contrairement au pétrole et à la plupart des autres ressources, elle est renouvelable et riche en protéines. Les gouvernements fédéral et provincial devront tous deux se pencher sur cette grave question très bientôt.

Le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) peut vouloir invoquer le manque de poisson, le trop grand nombre de pêcheurs et d'usines de transformation du poisson, la pêche excessive et les étrangers, et je commence à être fatiguée d'entendre toutes les excuses auxquelles il a recours. Le gouvernement doit accepter la responsabilité de la pagaille actuelle. Il ne peut plus trouver de boucs émissaires. La société National Sea Products est en difficulté, mais la pêche côtière l'est également depuis plus d'un an ainsi que les localités qui en dépendent. Il suffit de regarder les résultats des dernières élections fédérales. Cela aurait dû servir de leçon au premier ministre et il aurait dû nommer un autre ministre qui prendrait des mesures et comprendrait les problèmes.

Le gouvernement est au pouvoir depuis presque cinq ans et nous savons maintenant, comme nos grands-parents avant nous, combien les temps sont durs sous un régime conservateur. Attendons que les habitants de la région atlantique pâtissent des réductions de l'assurance-chômage. Attendons que les gens pâtissent des réductions effectuées dans les services essentiels et dans l'EDER et l'APECA. Ces mesures seront bientôt ressenties par tous les habitants de la Nouvelle-Écosse, par tous les Canadiens de l'Atlantique et par tous les habitants de notre pays, en particulier par ceux qui vivent dans les régions rurales. Le gouvernement ne semble pas comprendre la nature du Canada rural.

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, le projet de loi C-11 portant pouvoir d'emprunt répond directement au budget qui vient d'être déposé, et qui soulève de graves problèmes pour un grand nombre de mes électeurs de Northumberland.

Cette circonscription, située sur les rives du lac Ontario, est à la fois rurale et urbaine et compte une population d'environ 80 000 personnes, dont 17 p. 100 sont des

personnes âgées. Le revenu moyen à Northumberland se situe dans la tranche inférieure des revenus intermédiaires et les femmes ne gagnent qu'un peu plus de la moitié du salaire à plein temps des hommes, ce qui me cause de vives inquiétudes. Les femmes ont surtout des emplois de bureau ou travaillent dans le secteur des services alors qu'en comparaison les hommes sont surtout employés dans le secteur de la fabrication ou de la construction.

Le budget soulève des problèmes très graves pour mes électeurs de Northumberland. Ils s'inquiètent vivement non seulement de la réduction des dépenses et des conséquences des augmentations d'impôt, mais aussi de l'argent emprunté pour certaines des dépenses prévues dans le budget.

Je ne dis pas que mes électeurs ne sont pas d'accord pour réduire la dette nationale ou freiner la croissance continue du déficit. Mais ils n'ignorent pas que le gouvernement a plus que doublé cette dette depuis 1984 et qu'il ne trouvait pas que le déficit et la dette constituaient un si grave problème que cela quand il distribuait ses largesses pour recueillir des appuis et des votes avant les élections, à l'automne de 1988. Le gouvernement sous-estime l'intelligence des électeurs de ma circonscription s'il pense que ces derniers ne se sont pas rendu compte de sa duplicité. Mes électeurs se demandent, comme moi, pourquoi le gouvernement n'a pas abaissé les taux d'intérêt pour maîtriser le déficit et la dette croissante.

Nous savons que la politique de l'argent cher du gouvernement ces derniers mois, les lourdes augmentations d'impôt qu'il a décrétées, dont la plupart sont assumées par les gagne-petit et les familles à revenu moyen, et les compressions de courte vue qu'il a pratiquées dans les dépenses, se conjuguent toutes pour amener notre pays au bord d'une récession. Le gouvernement ne semble pas vouloir comprendre que les compressions dans les dépenses ne constituent pas forcément des économies.

J'ai dit, au début, que ma circonscription comprend surtout des familles à faible et à moyen revenu. C'est ce groupe qui subira la plupart des augmentations fiscales que le gouvernement a décrétées. La logique et la moralité du gouvernement dépassent l'entendement quand on sait qu'il a déjà augmenté sensiblement les impôts de ces gens et diminué ceux à revenu élevé depuis son accession au pouvoir.

Il existe aussi d'autres compressions dans les dépenses budgétaires qui ne laissent pas d'inquiéter les habitants de Northumberland. Le 8 avril 1989, j'ai organisé une rencontre à Cobourg avec un groupe nombreux de citoyens